

Des personnes en quête de protection internationale en Europe poursuivent leur long voyage à pied après avoir traversé la frontière entre la Serbie et la Hongrie (septembre 2015).



# *Sans autre choix,*

par **António Guterres**

HAUT COMMISSAIRE DES  
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

**L**e déplacement forcé a pris des proportions que nous sommes très peu nombreux à avoir déjà observées au cours de notre vie – puisqu’il touche plus de 60 millions de personnes de par le monde – et la question des réfugiés est, contrairement aux années précédentes, aujourd’hui au centre de l’attention des

médias internationaux et des préoccupations politiques. Les événements dramatiques survenus sur les plages et aux frontières de l’Europe, où des centaines de milliers de personnes en quête de sécurité sont arrivées ces derniers mois, ont fait que plus personne ne peut continuer à fermer les yeux sur une crise de déplacement qui couvait depuis longtemps. Quinze conflits ont éclaté ou repris rien qu’au cours des cinq dernières années et la communauté internationale a eu les plus grandes difficultés à répondre à la forte augmentation des déplacements forcés et des besoins humanitaires qui en ont résulté.

Quiconque s’est trouvé sur ces plages et a vu des familles entières arriver sur des embarcations de fortune chargées d’enfants en bas âge, de femmes enceintes, de



# *tout risquer*

HCR/M. HENLEY

personnes âgées ou malades, des sauveteurs sortir de l'eau des personnes mourantes ou déjà décédées, a pu juger du désespoir des gens qui entreprennent ces dangereux voyages. La grande majorité des nouveaux arrivants fuient la guerre et la persécution et ils ne voient tout simplement pas d'autre moyen que de risquer leur vie en mer pour échapper à la terreur qui règne sur la terre ferme.

Et ceux qui arrivent en Europe ne sont pas les seuls, loin s'en faut. L'année qui touche à sa fin a été, une fois encore, marquée par des violences et des conflits qui ont contraint un nombre beaucoup trop important de personnes à fuir leur foyer : plus de 2 millions au Yémen, un demi-million au Soudan du Sud et des centaines de milliers d'autres au Burundi, en Libye et ailleurs.

Les réfugiés n'ont pas d'autre solution que de s'enfuir pour sauver leur vie. Et la communauté internationale n'a pas d'autre solution que de leur offrir protection et assistance, en les aidant dans le même temps à reconstruire leur avenir. La crise actuelle a montré à quel point il était essentiel de préserver le caractère sacré de l'asile et le respect des principes de compassion et d'hospitalité qui sont au cœur de la protection des réfugiés, profondément ancrés dans toutes les grandes religions et cultures. Conformément à son mandat, le HCR est pleinement déterminé à travailler en étroite coopération avec les États pour veiller à ce que toutes les personnes qui ont besoin de protection internationale y aient accès.

## EFFICACITÉ DE LA RÉPONSE

Le nombre sans précédent de personnes déplacées dans le monde aujourd'hui a également mis en évidence la nécessité de renforcer notre capacité à faire face avec efficacité. En premier lieu, les gouvernements, tout comme les chefs de file de la société civile et les médias, doivent réaffirmer l'importance de certaines valeurs, comme la tolérance, le respect de la diversité et la solidarité avec les personnes en détresse, alors qu'ils s'efforcent de construire des sociétés ouvertes et dynamiques.

Deuxièmement, nous devons aujourd'hui revoir de fond en comble la manière dont nous finançons les interventions humanitaires. De toute évidence, les ressources humanitaires, à elles seules, sont très insuffisantes pour faire face à l'augmentation considérable des besoins observée ces dernières années en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs. Les acteurs de développement – soutenus par des budgets spécifiques – doivent travailler côte à côte avec les acteurs humanitaires dès le début des crises, pour aider à prévenir d'autres conflits, soutenir les communautés d'accueil et préparer la mise en place de solutions durables.

Mais il faut que les gouvernements repensent radicalement leurs politiques de coopération bilatérale et multilatérale au développement, afin de donner aux acteurs de développement la souplesse, les financements et les outils nécessaires pour commencer à travailler tôt avec les humanitaires et venir ainsi en aide aux pays où les réfugiés affluent en grand nombre. Ceci vaut pour bon nombre de pays à revenus intermédiaires, qui accueillent les plus importantes populations réfugiées au monde, mais dont les difficultés ne sont pas jugées prioritaires dans les politiques de coopération au développement malgré les effets souvent désastreux du déplacement sur leur économie et leur société. Seul un renforcement de l'aide extérieure aux communautés et aux pays d'accueil permettra de donner aux réfugiés davantage de chances de s'autonomiser et de mener une vie digne pendant leur période d'exil. L'adoption récente du Programme de développement à l'horizon 2030, qui s'engage à inclure tout le monde, y compris les réfugiés et les autres populations déplacées, offre certaines possibilités importantes à cet égard.

Un troisième aspect de la réponse internationale qu'il convient d'améliorer est le partage des charges, qui est en rapport avec le fait d'accueillir les réfugiés, y compris en leur donnant des moyens sûrs de trouver

une protection et des solutions dans des pays tiers. L'un des principaux problèmes de la crise de réfugiés actuelle est l'insuffisance des mécanismes de ce type, qui incite des milliers de personnes désespérées à s'en remettre à des passeurs dénués de scrupules. Les États devraient donc envisager de mettre davantage de places de réinstallation et d'admission pour motifs humanitaires à la disposition des réfugiés, d'assouplir les conditions de délivrance des visas et les critères de regroupement familial ou de mettre en place des programmes de parrainage privé pour permettre aux réfugiés de trouver une protection sur leur territoire.

La quatrième priorité sera la réforme. Celle-ci constituera toujours un engagement majeur du HCR, qui continuera d'accorder une attention particulière à la transparence, à l'obligation de rendre compte, au contrôle, à l'efficacité et à l'innovation. Mais la question de la réforme se pose à l'ensemble du système humanitaire international et le Sommet mondial de l'action humanitaire, qui se tiendra l'an prochain à Istanbul, sera une occasion à ne pas manquer. Outre le resserrement des liens entre les interventions humanitaires et les interventions de développement, ce sommet devrait avoir pour objectif de construire un système humanitaire plus universel, illustrant mieux les valeurs communes qui guident l'action des organisations aux sensibilités culturelles et religieuses différentes, ce qui permettra d'unir leurs capacités dans une réponse plus inclusive et plus cohérente, orientée par des principes humanitaires. Ceci reflète également le cinquième élément d'une réponse internationale plus solide face au déplacement – le renforcement des partenariats, y compris avec le secteur privé et les institutions de la société civile.

## NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Chacun sait qu'en dépit de tous les défis qu'elles engendrent, la plupart des crises ouvrent la voie au changement et créent de nouvelles opportunités. C'est indéniablement le cas de la crise de réfugiés actuelle, notamment parce qu'elle a conduit les responsables politiques à accorder beaucoup plus d'attention à la problématique du déplacement et la société civile à s'engager davantage dans ce domaine. J'espère que la communauté internationale saisira ces occasions de faire progresser la protection des réfugiés et les solutions durables en leur faveur, ainsi que la solidarité et le partage des charges avec les pays d'accueil. ■



HCR/A. MCCONNELL

L'Envoyée spéciale Angelina Jolie Pitt rencontre des membres de la minorité yazidie dans le camp de déplacés internes de Khanke (Iraq) en janvier 2015.

## L'Envoyée spéciale

Après 15 ans de bons et loyaux services auprès du HCR, Angelina Jolie Pitt continue à joindre sa voix à celle du Haut Commissaire pour attirer l'attention sur la nécessité d'améliorer la protection, l'assistance et les solutions en faveur des réfugiés, en insistant tout particulièrement sur la situation d'urgence provoquée par la crise en Syrie.

En avril, elle s'est adressée au Conseil de sécurité, de concert avec le Haut Commissaire, et a déclaré

aux membres du Conseil que l'ONU manquait à ses engagements vis-à-vis du peuple syrien.

En juin, l'Envoyée spéciale s'est de nouveau jointe au Haut Commissaire pour célébrer la Journée mondiale du réfugié en Turquie, qui est désormais la première nation d'accueil de réfugiés au monde.

Depuis que la crise a éclaté, en mars 2011, Angelina Jolie Pitt a entrepris 12 missions en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Turquie et à Malte pour rencontrer des réfugiés syriens. ■

« Nous sommes ici pour une raison simple : cette région est l'épicentre d'une crise mondiale. Près de 60 millions de personnes sont déplacées. Cela représente un habitant de la planète sur 122. Notre monde n'a jamais été aussi riche, en meilleure santé et plus développé. Mais jamais autant de personnes n'ont été dépossédées et privées de leurs droits fondamentaux. Il faut appeler les choses par leur nom : ce n'est pas seulement une crise de réfugiés, mais une crise de la sécurité et de la gouvernance mondiale, qui se manifeste dans la pire crise de réfugiés jamais observée – et par une époque de déplacements massifs de populations. »

– Angelina Jolie Pitt, Envoyée spéciale du HCR